



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires
et de la mer**

SATT

Rennes, le 14 juin 2023

Service aménagement des territoires et transition

Pôle appui aux territoires et transitions

Affaire suivie par : DDTM/SATT

Tél. : 02.90.02.33.40

Courriel : ddtm-urbanisme-operationnel@ille-et-vilaine.gouv.fr

N. réf. : 20230608_NOT_SATT_177_AvisDUP_AqueducVilaineAtlantique_v2

V. réf. : votre saisine du 20 mars 2023

Le directeur

à

**monsieur le préfet de la région
Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine**

Direction de la coordination
interministérielle et de l'appui territorial
**Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique**

Objet : avis sur le projet de déclaration d'utilité publique (DUP) pour la réalisation de la tranche 3 de l'aqueduc Vilaine Atlantique (AVA) entre Bains-sur-Oust et Rennes avec mise en compatibilité du document d'urbanisme (MECDU) du plan local d'urbanisme (PLU) de Bovel

Annule et remplace la note du 9 juin référencée NOT_SATT_134

Par délibération du 8 décembre 2022, le comité syndical du syndicat mixte de gestion pour l'approvisionnement en eau potable d'Ille-et-Vilaine a approuvé le lancement d'une enquête préalable à déclaration d'utilité publique pour le projet de réalisation de la tranche 3 de l'aqueduc Vilaine Atlantique (AVA) entre Bains-sur-Oust et Rennes.

La déclaration d'utilité publique est sollicitée au profit du syndicat mixte de gestion pour l'approvisionnement en eau potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG Eau 35), composé de 8 collectivités « eau potable » ainsi que du département d'Ille-et-Vilaine, afin de lui garantir la maîtrise foncière des terrains nécessaires à la réalisation de cette opération.

Dans le cadre de l'instruction préalable à l'ouverture de l'enquête publique, je souhaite vous faire part des analyses et observations suivantes.

1. Un projet de création d'un aqueduc

La demande de déclaration d'utilité publique porte sur l'aménagement de la troisième tranche de l'aqueduc Vilaine Atlantique pour créer une liaison bidirectionnelle entre les deux plus grandes usines d'eau potable de Bretagne que sont l'usine de Férel (56) et l'usine de Villejean (35). Ce projet de réalisation d'une canalisation souterraine de transport d'eau potable a pour objectif de **sécuriser l'alimentation en eau potable**, notamment en période de crise, d'une grande partie du département d'Ille-et-Vilaine mais également de la zone de desserte de l'usine Férel dans les départements de Loire-Atlantique et du Morbihan.

Le projet a aussi pour but de favoriser la préservation de la ressource en eau, en permettant d'assurer un meilleur respect des débits d'étiage et une meilleure gestion de la ressource en eau via les barrages, par la maîtrise des prélèvements dans les cours d'eau.

Afin de réaliser le projet, il est prévu :

- la pose de 59 km de canalisation de diamètre DN 700 et DN 600 de Bains-sur-Oust à Rennes ;
- la construction de 2 x 2 réservoirs de stockage de 2 500 m³ chacun à Sixt-sur-Aff et Goven ;
- l'aménagement de 2 stations de pompage (Sixt-sur-Aff et Rennes).

Plus spécifiquement, la troisième tranche se situe entre Bains-sur-Oust et Rennes et traverse les 15 communes suivantes : Bains-sur-Oust, Sixt-sur-Aff, Bruz-sur-Aff, Saint-Seglin, Maure-de-Bretagne, Bovel, Baulon, Goven, Chavagne, Bréal-sous-Montfort, La Chapelle-Bouëxic, Mordelles, Le Rheu, Vezin-Le-Coquet et Rennes.

Cette demande s'accompagne aussi de la **mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Bovel**.

Pour mémoire, le projet, dans le cadre de la réalisation de l'AVA en tranche 3, a fait l'objet d'un arrêté de DUP/Servitude/MECDU le 4 février 2019 du préfet d'Ille-et-Vilaine, emportant mise en compatibilité des PLU de Bovel, Val d'Anast et Vezin-le-Coquet. Cependant, par jugement rendu le 9 décembre 2021, le tribunal administratif a annulé l'arrêté de DUP/Servitude/MECDU du 4 février 2019 du préfet d'Ille-et-Vilaine.

Il a jugé que l'étude d'impact initiale jointe à la procédure de déclaration d'utilité publique initiale était insuffisante, évaluant uniquement les impacts environnementaux sur la dernière tranche de travaux (tronçon entre Bains-sur-Oust et Rennes) et non sur la totalité du tronçon (Férel-Rennes). Une **absence d'évaluation des effets socio-économiques de la totalité du projet** est aussi relevée par le tribunal administratif.

Au vu de l'utilité publique du projet, le jugement appliquera une illégalité de l'arrêté DUP/Servitude/MECDU uniquement à partir du 1^{er} janvier 2024. Ce délai permet d'assurer régulariser les vices de procédures, tout en engageant les travaux sur la tranche 3. Le tribunal a statué sur la nécessité de faire évoluer le dossier de DUP et a demandé :

- une évaluation environnementale, détaillant les incidences environnementales de l'ensemble de l'AVA (tranches 1 et 2 comprises) ;
- une évaluation socio-économique, conformément à l'article 2 du décret susvisé du 17 juillet 1984, pour les canalisations de transport pour lesquelles le maître d'ouvrage demande la déclaration d'utilité publique autres que celles destinées au transport de gaz naturel, dont le coût est égal ou supérieur à 42 millions d'euros.

Le maître d'ouvrage doit également actualiser l'évaluation environnementale du projet au titre de la rubrique 22 de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement en intégrant l'ensemble du tracé.

Le dossier, objet de la présente demande, répond aux exigences ci-dessous en complétant le dossier initial.

Aujourd'hui, les travaux des deux premières tranches de l'AVA sont terminées et quatre secteurs sur les cinq secteurs de la troisième tranche sont en cours de travaux.

2. Compatibilité de l'opération avec les documents d'urbanisme

2.1. Compatibilité avec les SCoT du pays de Redon, du pays des Vallons de Vilaine, du Pays de Brocéliande et du Pays de Rennes.

Le projet d'aménagement est un projet qui traverse le territoire de 4 SCoT et se situe principalement dans des espaces agricoles et naturelles parfois en zones humides et traversant des cours d'eau.

2.1.1 SCoT du pays de Redon (approuvé le 13 décembre 2016)

Les projets d'aménagement et de développement durable (PADD) du SCoT du pays de Redon a dans son objectif la volonté de développer son territoire de façon durable et exigeant. Dans son axe 4.4, il est spécifié la volonté de protéger les ressources naturelles et particulièrement la trame verte et bleue.

Dans son document d'orientations et d'objectifs (DOO), l'enjeu 8 souligne aussi l'importance d'améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau. À noter que le SCoT a entamé sa révision, celle-ci est prescrite par délibération du 11 avril 2023.

2.1.2 SCoT du pays des Vallons de Vilaine (approuvé le 21 février 2019)

Le PADD et le DOO dans ses thématiques 4.5 et 10 du pays des Vallons de Vilaine prévoient de préserver la qualité de l'environnement en protégeant et valorisant sa trame verte et bleue, avec pour but de restaurer la fonction de la trame bleue en gérant la ressource en eau et en protégeant les sites de production d'eau potable ainsi que l'ensemble de la ressource. Ils cherchent aussi à valoriser les paysages des vallons de Vilaine en dessinant les paysages agricoles et naturels de demain. À noter que le SCoT a entamé sa révision, celle-ci est prescrite par délibération du 07 décembre 2022.

2.1.3 SCoT du pays de Brocéliande (approuvé le 19 décembre 2017)

Le PADD et le DOO dans ses orientations 15 et 22 cherchent à asseoir l'aménagement et le développement du Pays de Brocéliande sur une armature naturelle et paysagère valorisée notamment en préservant et confortant les éléments constitutifs de la trame verte et bleue. De plus, ils prévoient de gérer de manière raisonnée le cycle de l'eau, d'améliorer la qualité de la ressource et des milieux humides. À noter que le SCoT a entamé sa révision, celle-ci est prescrite par délibération du 26 avril 2022.

2.1.4 SCoT du pays de Rennes (approuvé le 22 octobre 2019)

Le PADD dans ses chapitres 1.5 et 2.6 et le DOO dans ses thèmes 5 et 10 prévoient de renforcer la biodiversité à travers sa trame verte et bleue. Le SCoT a également pour objectif de protéger les ressources en eau ainsi que les milieux aquatiques, de garantir durablement l'approvisionnement en eau et de prévenir les risques. Le SCoT développe aussi l'intérêt pour la préservation des espaces agronaturels en confortant la place de l'agriculture dans le territoire et en préservant durablement des sites agricoles et forestiers. À noter que le SCoT a entamé sa révision, celle-ci est prescrite par délibération du 15 novembre 2022.

Globalement, le projet répond aux différents objectifs des différents SCoT et son effet sur les paysages apparaît limité. En effet, la création d'un aqueduc souterrain entraîne une modification temporaire et limitée sur le paysage. Le projet prévoit des compensations à l'abatage d'arbres dans son aménagement et une remise en état du milieu excepté sur une bande de 15 m autour du projet pour permettre l'entretien des ouvrages. Le projet cherche aussi à préserver l'ensemble des enjeux environnementaux dont les paysages, la ressource en eau, les zones humides ainsi que les espaces agricoles et la biodiversité.

Compte tenu des caractéristiques rappelées ci-avant, le projet semble compatible avec les différents SCoT traversés par le projet.

2.2. Compatibilité avec le plan local d'urbanisme (PLU) de Bovel

L'ensemble des communes traversées par le projet permettent dans leur règlement la réalisation de l'aqueduc à l'exception de la commune de Bovel. Le projet n'est pas compatible avec les dispositions générales actuelles du PLU de Bovel qui n'autorisent pas les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, soit la pose de canalisation d'eau potable, en zones humides, et également en zones A et N. La commune de Bovel toutefois a entamé la révision de son PLU.

Cependant, au regard des délais importants de cette révision, la mise en compatibilité du document d'urbanisme est jointe à la demande pour permettre de réaliser l'aménagement du projet et d'anticiper tout retard lié à la procédure de révision du PLU. Dans ce but, la demande vise à modifier le règlement pour autoriser au sein des zones humides, des zones agricoles (A) et naturelles (N), les travaux d'intérêt général nécessaires à la mise en place de la canalisation de transport d'eau potable par l'aqueduc Vilaine-Atlantique. Ces modifications apportées concernent uniquement le règlement littéral du PLU de Bovel.

Compte tenu des caractéristiques rappelées ci-avant, le projet semble compatible avec la demande de mise en compatibilité du PLU de Bovel.

3. Points de vigilance et observations à prendre en compte ultérieurement dans le développement de la zone

3.1. Rappel des procédures en cours

Le projet de DUP découle de la mise en œuvre d'un projet d'intérêt général pour l'alimentation en eau du département d'Ille-et-Vilaine. Au titre du Code de l'environnement, il relève du régime d'autorisation environnementale au regard de ses impacts temporaires en phase travaux : prélèvement dans la nappe dans le cadre des forages pour traversée des cours d'eau principaux, impact sur les zones humides dans le cadre de la pose du réseau et rejet dans les cours d'eau lors des phases d'essais et de rinçage du réseau notamment.

Un dossier d'autorisation environnementale a été déposé le 25 juillet 2017 par le SMG 35 en parallèle de la procédure d'utilité publique. Ce dossier a abouti à la délivrance d'un arrêté d'autorisation environnementale en date du 30 octobre 2018. Cet arrêté n'a pas fait l'objet d'annulation par le tribunal administratif de Rennes.

Ce projet, soumis à évaluation environnementale, a fait l'objet d'un premier avis de l'Autorité environnementale au titre de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement en date du 29 novembre 2017.

3.2. Actualisation de l'étude d'impact

Le nouveau dossier de DUP comprend une étude d'impact actualisée prenant en compte la globalité du tracé depuis Férel jusqu'à Rennes (tranches 1, 2 et 3). Ce point répond à la demande du tribunal administratif d'apprécier les effets environnementaux sur l'ensemble du tracé de l'aqueduc Vilaine Atlantique y compris les deux premières tranches. La description de l'état initial et les impacts du projet pour les tranches 1 et 2 sont décrites, de manière plus succincte que pour la tranche 3 au regard de l'ancienneté des travaux réalisés entre 2009 et 2012. Néanmoins, l'étude menée en 2020 sur le tracé de ces deux premières tranches permet d'évaluer l'impact de ces dernières sur le milieu naturel, dix ans environ après les travaux (impact relativement faible).

Ce nouveau dossier actualise aussi l'inventaire des zones humides et des espèces protégées sur le tracé de la tranche 3. Des incidences complémentaires des travaux sont aussi évaluées sur cette tranche (en cours de travaux) par rapport au dossier initial : impact des implantations des vidanges/ventouses, réalisation des essais de pression au niveau de ce nouveau réseau (consommation d'un volume d'eau important), adaptation du projet à la présence d'espèces protégées recensées dans le cadre du suivi environnemental du chantier, etc.

3.3. Points d'attention pour les prochaines étapes

Dans le cadre des étapes ultérieures nécessaires à la conduite de l'opération, l'attention doit être portée sur les **enjeux** suivants, dont la collectivité et l'aménageur devront tenir compte, notamment ceux **relatifs aux procédures environnementales** pour préserver la biodiversité et les milieux naturels.

Ce type d'aménagement a des effets en entraînant une modification temporaire des paysages durant la phase des travaux pour l'ensemble des terrains agricoles et qui sera **permanente pour les haies traversées par la canalisation d'eau potable**. En effet, l'emprise du projet est grevée d'une servitude interdisant les plantations arborées. De plus, la réalisation du projet implique la **modification temporaire de l'occupation des sols et l'arrêt de toute activité** (agricole ou autre) sur une emprise foncière importante, eu égard au linéaire concerné.

En outre, **le tracé affecte plusieurs réservoirs naturels**, plusieurs réservoirs régionaux de biodiversité (zone Natura 2000 des marais de Vilaine), et espaces fortement connectés au sein de la trame verte et bleue régionale, par plusieurs cœurs d'habitats d'espèces protégées identifiés comme sites prioritaires par le groupement mammalogique breton, concernant notamment la loutre, le campagnol amphibie, et plusieurs chauves-souris (murin de Daubenton, sérotine commune et barbastelle d'Europe), et par la présence d'amphibiens (tous protégés).

Les prescriptions émises dans l'arrêté d'autorisation environnementale permettent de s'assurer, sur la tranche 3 en cours, de la préservation des zones humides et cours d'eau traversés dans le cadre de la pose de l'aqueduc (articles 5.2 et 5.4 de l'arrêté).

Des mesures de **suivis environnementaux** sont aussi prescrites sur cette dernière tranche dans l'arrêté (article 5.1 de l'arrêté). Ce suivi est en cours, réalisé par le bureau d'études SEGED, conformément aux prescriptions. Un rapport est établi par ce bureau d'études trimestriellement et présenté aux membres du comité de suivi des travaux. Dans le cadre des travaux en cours, toutes les dispositions sont prises pour éviter tout impact sur les espèces protégées par modification du tracé si nécessaire.

Sur le **volet boisement**, l'arrêté prescrit une compensation à hauteur de 650 ml de linéaire de haies à reconstituer au regard de l'impact des travaux par traversée de ces haies. Dans ce cadre, le SMG 35 a mis en œuvre fin 2022 la plantation de 1 300 ml de haies sur deux sites différents (communes de Sixt-sur-Aff et Val d'Anast).

Plusieurs contrôles ont été effectués par le service eau et biodiversité de la Direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine depuis mai 2022. Ces contrôles ont mis en évidence une bonne prise en compte des prescriptions de l'arrêté d'autorisation environnementale avec adaptation du tracé et des méthodologies de travaux si nécessaires (adaptation des fosses de décantation avant rejet au cours d'eau par exemple).

Le nouveau dossier comporte aussi une évaluation socio-économique de ce projet (comprenant les deux premières tranches) conformément à la demande du tribunal administratif ainsi que le coût énergétique et l'impact carbone des travaux sur l'ensemble des trois tranches.

4. Conclusion

Le dossier de la DUP de la tranche 3 de l'aqueduc Vilaine Atlantique présente un projet cohérent qui répond au contexte de raréfaction de la ressource en eau, aux besoins de gestion collective de l'eau sur un périmètre plus important.

Le projet apparaît compatible avec les documents de planification urbaine en vigueur, mais il faudra veiller à la mise en compatibilité du projet avec les futures évolutions du PLU de Bovel engagées.

Le dossier apporte les éléments jugés insuffisants précédemment.

Sous réserve de la prise en compte des remarques ci-avant, il est proposé un **avis favorable** à la mise en enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) sur cette dernière tranche de l'aqueduc.

Il conviendra ainsi d'attirer l'attention de la collectivité sur les enjeux de développement durable relevés au paragraphe 3, qu'elle devra intégrer dans la suite des procédures du projet.

Le Chef du service aménagement des territoires
et transitions,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'B' and 'D' connected together.

Bertrand Durin

